

## LES SERVICES PUBLICS

---

**Constat :** Face à des règles et procédures de plus en plus complexes et changeantes, Les plateformes mises en place par les organismes publics (notamment la CAF, la CPAM, Pôle Emploi...) sont inaccessibles dans des délais acceptables, Par ailleurs il est demandé aux bénéficiaires de fournir des documents, bien souvent une, deux, trois fois le même.

### Propositions

Simplifier les procédures.

Assurer la traçabilité des documents fournis pour la constitution des dossiers individuels, comportant l'ensemble des pièces déjà fournies

Centraliser, dans une « banque départementale administrative » l'ensemble des pièces transmises  
Il est également demandé une coordination des différentes « administrations »

**Constat :** Lorsqu'une administration fait une erreur dans le montant des prestations servies à un allocataire, il est le plus souvent dans l'impossibilité de rembourser ces sommes, et sont mises en difficulté aggravée.

### Propositions

L'administration doit assumer ses lenteurs et erreurs.

Pour cela elle doit :

- ne pas réclamer les sommes perçues à tort par des allocataires situés en dessous d'un seuil de revenus à définir.
- mettre en place un contrôle de conformité des sommes versées aux allocataires dans un délai maximum au-delà duquel les trop perçus seraient diminués de 10% par mois de retard

**Constat :** Des services sont prioritaires en milieu rural et ne sont pas ou sont mal assurés.

### → Education Nationale

A l'école il n'y a pas pratiquement pas de Réseau Education Prioritaire en milieu rural, or l'égalité devant l'accès à l'éducation devrait permettre de faire bénéficier les écoles en zone rurale des mêmes facilités que les écoles en milieu urbain. ...

### → La Santé

Il y a de moins en moins de médecins qui s'installent en campagne

Equipements hospitaliers : leur maillage de plus en plus distant.

Les regroupements de moyens qui en résultent, s'accompagnent de la réduction des effectifs soignants, aggravent leurs conditions de vie et de travail, et dégradent les conditions de prise en charge des patients.

### → Transports

Les fermetures de gares ajoutées aux dysfonctionnements des équipements SNCF aggravent les conditions de desserte et de service des usagers, et les détournent des transports collectifs.

### Propositions

## **Proposition générale : Cesser de dégrader, défaire ou détruire tout ce qui marche en termes de service rendu aux usagers des services publics**

### **Education**

Installer des réseaux d'éducation prioritaire en milieu rural en prenant en compte les données sociodémographiques et économiques des parents.

Dédoubler les classes en primaires pour permettre un travail de qualité avec tous les enfants (aucune classe ne devrait avoir plus de 14 enfants).

Doter les écoles d'Aide Vie Scolaire en nombre suffisant Former les AVS sur des compétences reconnues. Créer un référentiel d'emploi et un référentiel de compétences visant une réelle qualification.

### **Santé**

Dans la mesure où la formation des médecins représente un coût important pour l'Etat, il est demandé qu'en contrepartie les médecins à l'issue de leur cursus soient obligés d'accomplir un service médical en milieu rural pendant 2 -3 ou 5 ans

### **Transports**

Gratuité des transports publics pour les plus bas revenus afin d'en favoriser l'utilisation, et contribuer à lutter ainsi contre le réchauffement climatique

**Constat :** L'accès aux services publics est de plus en plus difficile pour les habitants en milieu rural La dématérialisation n'est pas suffisante pour répondre aux besoins,

Les personnes âgées dépendantes qui ne disposent pas de ressources suffisantes ont des difficultés pour payer le montant des séjours en EHPAD , et les proches mis à contribution quand ils le peuvent

### **Propositions**

Créer des Maisons de Service Public dans chaque communauté de communes.

Organiser des maisons de service public itinérantes se déplaçant à jour fixe dans les lieux réunissant le public exemple le jour de marché, « bus » équipé avec accès à internet

L'Etat doit organiser le financement du 4ème risque (dépendance) et dans un premier temps prendre en charge financièrement une partie des coûts de l'accueil de ces personnes